

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 23/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CFMNF (CIE FRANC DES METAUX NON FERREUX)

ZAC Paris Oise
192 avenue de Rome
60126 Longueil-Sainte-Marie

Références : IC-R/0246/23-NEC
Code AIOT : 0003801671

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2023 dans l'établissement CFMNF (CIE FRANC DES METAUX NON FERREUX) implanté ZAC Paris Oise 192 avenue de Rome 60126 Longueil-Sainte-Marie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 7 juin 2023 s'inscrit dans le cadre de l'action nationale relative à la lutte contre les sites illégaux de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques.

Le contrôle des sites illégaux de gestion lutte contre la filière illégale de gestion de déchets qui constitue une priorité pour les pouvoirs publics.

L'objectif est de s'assurer que les activités pratiquées par ces sites sont effectuées en toute légalité au titre des ICPE, de l'obligation d'être sous contrat avec un éco-organisme agréé de la filière des DEEE concernant la gestion des DEEE (ménagers et professionnels).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CFMNF (CIE FRANC DES METAUX NON FERREUX)
- ZAC Paris Oise 192 avenue de Rome 60126 Longueil-Sainte-Marie
- Code AIOT : 0003801671
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Compagnie Française des Métaux Non Ferreux effectue sur la commune de Longueil-Sainte-Marie les activités suivantes :

- récupération, collecte, stockage et tri de déchets métalliques ferreux et non-ferreux non dangereux (rubrique 2713 pour une surface de stockage de métaux non ferreux de 2415 m³) ;
- traitement de déchets métalliques non dangereux par découpage et compactage (rubrique 2791 pour la découpe au chalumeau, à la presse-cisaille) ;
- récupération, collecte, stockage, tri, traitement de déchets en mélange et triés non dangereux de papiers, cartons, plastiques et bois.

Les activités du site sont régulièrement autorisées par arrêté préfectoral du 31 octobre 2019 portant autorisation environnementale des activités de collecte, tri et valorisation de déchets métalliques de la Compagnie Française des Métaux Non Ferreux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale relative à la lutte contre les sites illégaux de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection des installations classées a sélectionné le site CFMNF en se basant sur la liste fournie par le Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires (cf. liste des établissements autorisés à traiter des DEEE mais ne disposant par de contrat avec un éco-organisme).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 31/10/2019, article 4	/	Sans objet
2	Déchets entrants	Arrêté Préfectoral du 31/10/2019, article 12.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La rubrique 2711 apparaît dans le tableau de classement de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter de CFMNF du 31 octobre 2019 (sous le régime non classé), bien que l'exploitant n'ait pas encore exercé d'activité de transit, regroupement, tri ou préparation de déchets d'équipements électriques et électroniques.

Il n'a donc pas encore contractualisé avec un éco-organisme agréé pour la gestion des DEEE.

Le site CFMNF n'est pas aujourd'hui concerné par l'action nationale relative à la lutte contre les sites illégaux de gestion de DEEE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2019, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tableau de classement ICPE : [...] Rubrique : 2711 Libellé de la rubrique : Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 100 m ³ Caractéristiques : DEEE métalliques non dangereux - Volume maximal susceptible d'être entreposé de 30 m ³ en bacs Régime : NC [...]
Constats : Dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé en 2018, la société CFMNF a sollicité la possibilité d'exploiter, entre autres, une installation de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques ou électroniques- activité visée par la rubrique 2711. Le volume maximal susceptible d'être stocké devait être de 30 m ³ , donc inférieur au seuil de la déclaration qui est de 100 m ³ . L'activité visée par la rubrique 2711 figure donc dans le tableau de classement de l'arrêté préfectoral d'exploiter du 31 octobre 2019, mais comme activité non classée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2019, article 12.1
Thème(s) : Situation administrative, Admissibilité des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets récupérés proviennent essentiellement de la moitié Nord de la France. L'apport de matières de particuliers n'est pas admis. Seuls les déchets non dangereux sont admis. [...] <u>Type d'activités :</u> Récupération et transit de DEEE métalliques non dangereux et hors groupe froid <u>Volume annuel d'activité maximal :</u> 300 t/an <u>Rubrique ICPE :</u> 2711
Constats : La consultation du registre d'entrée des déchets et de GEREP permet de constater que le site n'a jamais encore reçu de DEEE. L'exploitant peut à tout moment en recevoir, dans la limite d'un stock de moins de 100 m ³ , seuil de la déclaration au titre de la nomenclature ICPE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet